



***Texte d'allocution de***  
**Jean-Michel SUAU**

*Conseiller départemental du Canton Alès 1*  
*Délégué à la protection de l'enfance et à la famille*

Lors de la présentation des  
**V Œ U X 2 0 1 9**

Mercredi 30 janvier 2019  
Anduze

Mesdames, Messieurs les Maires,

Mesdames, Messieurs les Elus,

Mon Colonel, Chef du groupement CA

Monsieur le Chef de Centre de St Jean du  
Gard,

Mesdames, Messieurs les responsables  
associatifs,

Mesdames, Messieurs,

Une nouvelle fois, c'est avec beaucoup de  
plaisir que nous vous accueillons, Geneviève  
Blanc et moi-même, pour cette cérémonie des  
vœux.

Merci à la municipalité d'Anduze pour le prêt  
gracieux de cette salle qui nous permet  
d'organiser cette réception que nous

finançons comme chaque année sur notre propre denier.

Merci également à nos secrétaires et collaboratrices : Céline, Joëlle, Fabienne, Yamina, Cathy, qui nous accompagnent et supportent tout au long de l'année. Sans oublier David à la technique.

De même merci à toutes celles et ceux qui ont préparé cette soirée.

**2018** s'est achevée par un mouvement social d'une grande ampleur, dans des formes inédites, et qui révèle des exigences et des revendications qui ne sont prêtes de s'éteindre.

La hausse continue et programmée du prix des carburants a fait déborder le vase et le vase était plein. Plein des coûts portés au pouvoir des achats des salariés, des retraités et des chômeurs.

Au fil des jours, ce mouvement qui surprend par bien des aspects, a glissé vers une demande de plus de justice sociale et de démocratie.

Aussi, avec Geneviève Blanc, nous avons décidé de donner la parole à Henry Gouny, un des porte-parole des gilets jaunes alséens.

---

Notre pays est traversé en profondeur par une exigence de citoyenneté qui vient de loin. Du traité constitutionnel de 1995 où le NON

l'a emporté mais que Sarkozy a quand même signé, aux révoltes des banlieues, des « nuits debout » aux « gilets jaunes » d'aujourd'hui, tout montre une aspiration au changement. Mais les réponses gouvernementales sont loin de répondre à ces attentes et le Président de la République a bien du mal à convaincre.

Chacun l'a compris : il n'y a pas de réelle augmentation du SMIC et les quelques mesures annoncées vont être payées par celles et ceux qui sont sensés en bénéficier (10 milliards) !

Emmanuel Macron garde le cap, le sien, celui qui vise à faire exploser la sécurité sociale, acquis de 1945 à l'initiative d'Ambroise Croizat, Ministre communiste, où chacun

cotise selon ses moyens et en bénéficie selon ses besoins.

Ce dispositif, unique au monde, risque d'être remis en cause par la suppression des cotisations sociales (charges), remplacé par la CSG ou autres appellations qui exonéreraient les entreprises de leurs participations mais surtout renverraient aux salariés, aux retraités, le financement des prestations sociales.

Le but inavoué est de passer d'une politique de solidarité au règne du chacun pour soi.

Et n'est sûrement pas par hasard, si la France est classée premier pays pour l'optimisation fiscale. C'est beau la sémantique !

Traduction : comment faire le plus de profits en payant le moins d'impôt possible.

La réponse est dans les résultats des 40 plus grandes entreprises cotées à la bourse de Paris qui affichent pour l'année 2018 des résultats records : 57 milliards !

Nombres d'entre-elles sont des adeptes de l'évasion fiscale qui coûte près de 100 milliards au budget de l'Etat (Carlos Goshn). Sans parler du CICE, que le Gouvernement veut porter à 40 milliards par an et dont l'efficacité est loin d'être démontrée.

Exemple le Carrefour champion du CICE (2 milliards d'aide en 5 ans dont 744 millions du CICE)

Résultat : 2 milliards versés aux actionnaires et plus de 2.400 suppressions d'emplois au sein de Carrefour.

Ils sont peut être là les moyens pour augmenter le SMIC, les pensions des retraités et les minimas sociaux.

Si je soutiens les revendications des gilets jaunes c'est parce que pour l'essentiel ce sont celles que je porte depuis longtemps.

Je pense qu'aujourd'hui l'heure est aux convergences avec le mouvement syndical pour impliquer l'entreprise, et notamment les grands groupes, là est la réponse aux légitimes revendications qui sont communes.

Certains disent même qu'il faut tout changer aujourd'hui. Chiche !



Le nouveau monde qu'a promis Emmanuel Macron ressemble comme deux gouttes d'eau à l'ancien, voir en pire.

Le système guidé par la finance n'a que faire de l'humain et génère le mépris et une violence sociale inadmissible dont les gilets jaunes sont victimes tous les samedis.

Il nourrit la crise de représentation, d'où le rejet des institutions, des syndicats, des politiques.

La Vème République qui date de 1958 a permis l'instauration du quinquennat et l'élaboration des calendriers électoraux, conduit mécaniquement à donner une majorité au Président élu. C'est ce qui s'est

passé il y a 18 mois. Sous couvert de faire émerger la société civile, on a vu les avocats, des entrepreneurs, etc..., se faire élire alors que ouvriers et employés représentent 50% du salariat dans notre pays ils ne sont que 2,6% à siéger à l'Assemblée Nationale.

Il y a urgence face à ce présidentialisme marqué par le sceau du mépris qui prend de plus en plus l'allure d'une monarchie, d'instaurer une VIème République, parlementaire, pluraliste, proportionnelle et où le Président n'aurait plus qu'un rôle mineur.

Le grand débat national que veut le Président de la République doit avoir lieu.

A titre personnel, je vais organiser, dans les semaines qui viennent, un débat, hors du

cadre national, ou toutes celles et ceux qui le voudront pourront s'exprimer en toute liberté, sans questions qui seraient taboues ou interdites.

Ce sera aussi l'occasion d'aborder à la fois, « les fins de mois et la fin du monde », sans les opposer parce qu'ils sont intimement liés.

Disant cela, je fais référence à ce qui se développe à l'échelle de la planète pour sauver le climat face au réchauffement climatique afin d'exiger de nos gouvernants des décisions et des actes : comme par exemple renationaliser : les compagnies d'autoroutes afin que les sommes, jusque là versées aux actionnaires soient orientées vers le rail / transport collectif / pour le fret mais aussi pour les voyageurs / Alès-Bessèges / Rive droite du Rhône ou encore le

développement des circuits courts pour l'agriculture et l'industrie.

Car dans ce domaine comme pour ce qui concerne les collectivités ce désengagement de l'État est patent.

Avec le transfert aux collectivités des missions sans les moyens correspondants à leurs mises en œuvre - après le gel des dotations sous Sarkozy, la baisse des dotations avec Hollande - voilà que Macron veut que nous lui accordions notre confiance au travers d'un pacte du même nom.

Comme la moitié des départements de France, le Gard a refusé de la signer, parce qu'il nous demande de limiter nos dépenses de fonctionnement à 1,2% et sous peine de dépassement de subir des pénalités, c'est-à-

dire des réductions des dotations du montant du dépassement de l'année de l'exercice en cours et la réduction des dotations l'année suivante : double peine !

Ainsi, le plan pauvreté, pour lequel le Gard est concerné, compte-tenu du taux de pauvreté dans les grandes villes comme Alès et Nîmes, où encore la conférence des financeurs, dispositif pour la prévention et l'accompagnement des personnes âgées, devrait permettre d'obtenir quelques subsides de l'État mais sans garantie que ces sommes soient neutralisées. Dit autrement, le financement de ces politiques pourraient conduire à la suppression d'autres politiques sociales et publiques afin de rester dans la contrainte budgétaire imposée par le Gouvernement.

Je le dis souvent, les départements ont aussi bien des raisons d'endosser les gilets jaunes.

A notre manière, avec mes collègues du groupe communiste, au sein de la majorité départementale avec le Geneviève Blanc, malgré ce budget contraint, nous nous efforçons de faire face à la fracture sociale et territoriale que les gouvernements successifs ont nourrie.

Notamment avec les politiques sociales :

La semaine des droits de l'enfant, que j'ai initiée (19 au 23 novembre) s'est concrétisée par plus de 70 initiatives associatives et institutionnelles sur tout le département et à donner à voir et à connaître le travail réalisé au quotidien en faveur de la prévention et de la protection de l'enfance.

Le débat de la BPDJ à Alès, en direction des assistantes maternelles, sur la prévention de la violence aux enfants ou encore le CCAS de Saint-Christol lez Alès avec ces rencontres sur le harcèlement scolaire en sont une vivante démonstration.

Les projets associatifs de la politique de la ville sur Alès et Anduze, y compris pour les associations comme Ka'Danse ou la Savates de St Christol contribuent au lien social et au « mieux vivre ensemble ».

Ils se rajoutent aux politiques départementales en matière de culture et de sport pour lesquels l'État se désengage, alors que le département s'efforce de les encourager.

Avec l'Association RAIA, j'ai mobilisé le SDIS, pour associer la jeunesse des quartiers

populaires au recrutement des sapeurs pompiers volontaires afin que ces quartiers en difficulté puissent participer, au travers de ces jeunes, au service public de secours, comme élément de reconnaissance et de respect.

Le Département intervient aussi pour réduire la fracture territoriale : la réduction du service public sur nos communes favorise la fracture territoriale.

Ainsi réduire le temps d'intervention des sapeurs pompiers pour le secours aux personnes est un enjeu pour le SDIS dont le Département est un des principaux financeurs.

Pour y parvenir il faut créer de nombreuses casernes de proximité sur le département. Le



projet de la future caserne de Bagard en est un exemple.

Mais à ce jour, l'agglomération a voté l'achat du terrain, mais un problème technique concernant la viabilisation n'a pas permis de concrétiser l'achat. C'est bien regrettable. Je ne doute pas qu'une solution puisse être trouvée rapidement.

Quant à lui, le SDIS est prêt : 4 millions d'€ sont inscrits en autorisation de programme, la SEGARD est mandatée pour la maîtrise d'œuvre et le concours d'architecte pourra être lancé dès que le terrain sera concédé au SDIS.

C'est un enjeu d'aménagement du territoire, d'égalité en matière de secours aux personnes et une chance pour de nombreux jeunes de devenir sapeurs pompiers volontaires.

C'est vrai aussi, au travers du contrat territorial. L'aide aux communes pour favoriser la réalisation de leurs projets a permis la mise aux normes de sécurité et d'accessibilité des bâtiments publics à Boisset-et-Gaujac, la réfection des toitures du foyer de la Maison pour Tous à Saint-Christol (en cours), l'extension du cimetière de St Jean du Pin, la rénovation de la médiathèque et la restauration pour les intérieurs des décors peints de la cathédrale d'Alès.

Après celle de la Poste, la privatisation de France Télécom ne permet plus à celle-ci d'assurer les missions du service public qui lui sont confiées : dans le souci de permettre à chaque gardois de bénéficier de réponses équitables en matière de communication, le

département mobilise sur 4 ans 150 millions d'€ pour amener la fibre optique dans chaque foyer gardois dans 305 communes sur les 353 que compte le département.

Pour notre canton : Alès, Saint-Christol, Saint-Jean-du-Pin, Bagard et Boisset-et-Gaujac seront connectés directement par l'opérateur Orange (zone jugée rentable par l'opérateur). Ribaute-Les-Tavernes le sera fin 2021 et début 2020, Anduze et Générargues seront connectés.

Ce sont là quelques uns des choix du Département, souvent à contre-pied des orientations gouvernementales qui sont portés par une majorité, à laquelle, avec nos sensibilités différentes, nous participons, Geneviève et moi-même.

Et l'on peut dire que notre présence et celles de nos groupes respectifs influent positivement à gauche la politique du Département.

Mesdames et Messieurs,

En guise de conclusion, permettez-moi de citer Mandela : « Un gagnant est un rêveur qui ne renonce jamais ».

Soyons tous des rêveurs tenaces, pour donner corps à nos souhaits.

Une bonne année, une bonne santé à vous tous.

Je vous remercie.